



HIS 1075
Histoire des sciences
au Québec

TRAVAIL NOTÉ 8

(10 points)

Consignes

- Commencez votre travail à la page suivante.
- Sauvegardez votre travail de cette façon :
SIGLEDUCOURS_TNX_VOTRENOM.
- Utilisez votre portail étudiant [MaTÉLUQ](#) pour transmettre votre travail afin qu'il soit corrigé.



TRAVAIL 8

1. Qu'est-ce qui explique l'engouement pour la chimie au Québec dans les années 1920? (0,5 point)
2. Quel est le premier scientifique canadien-français à avoir obtenu une bourse du Conseil national de recherche du Canada, et en quelle année lui a-t-elle été décernée? (0,5 point)
3. Donnez deux exemples de recherches scientifiques menées par des professeurs canadiens-français au cours des années 1920. (0,5 point)
4. Nommez trois formes de diffusion de la vulgarisation scientifique au Québec dans les années 1930. (0,5 point)

5. Répondez à la question suivante, en trois pages maximum. (8 points)

Président de l'Acfas en 1937, Marie-Victorin profite du congrès annuel de l'association pour prononcer un remarquable discours intitulé « La science et notre vie nationale ». Il y résume sa pensée, marquée au coin du nationalisme, sur le rôle que les sciences (et les scientifiques) devraient jouer dans le « redressement » du Canada français.

Après avoir lu attentivement l'extrait de ce discours reproduit ci-après, **indiquez à quels aspects du contexte social des années 1930 Marie-Victorin se réfère pour décrire le rôle « national » des sciences et identifiez des éléments de son programme qui ont été réalisés depuis 1937.**

EXTRAIT DU DISCOURS PRÉSIDENTIEL DU
FRÈRE MARIE-VICTORIN
À L'ACFAS EN 1937.
ANNALES DE L'ACFAS, VOL. V,
1939, p. 1-20.

LA SCIENCE ET LE DROIT À UNE VIE NATIONALE

On doit établir entre la science et la vie nationale un rapport de nécessité : dans le monde moderne la culture scientifique est l'un des indices de civilisation.

Un peuple sans élite scientifique — il faut sans doute dire la même chose de l'élite littéraire ou artistique, — est, dans le monde présent, condamné, quelles que soient les barrières qu'il élèvera autour de ses frontières. Et le peuple qui possède ces élites vivra, quels que soient l'exiguïté de ses frontières, le nombre et la puissance de ses ennemis.

Ce n'est pas que l'homme qui pense doive se rallier au mythe renanien de la science toujours bienfaisante, mythe qui, avec celui du progrès continu, a dominé et empoisonné toute une époque, la nôtre. L'histoire de la science est l'histoire des erreurs, c'est entendu!

Mais seuls les hommes de science ont le droit de douter de la science, disait avec raison Charles Richet. D'ailleurs, ce doute méthodique, les hommes de science se l'appliquent avec assez de verve pour que, à l'instar de Cyrano de Bergerac, ils ne souffrent pas que les autres le leur servent!

Malgré les erreurs scientifiques du passé, qui furent grandes et parfois ridicules, qui osera prétendre sans rougir que la connaissance est l'ennemie de l'homme, et qu'il faut revenir à la caverne et au silex taillé?

Tous les hommes, toute cette mobile poussière d'humanité agrippée à la machine ronde, bénéficient des conquêtes scientifiques. L'Arabe qui méprise la science de l'infidèle, traverse néanmoins le désert en auto-chenille. Même ceux qui écrivent que l'esprit scientifique et géométrique ne sert à former que des âmes utilitaires, même ceux-là vont en auto, emploient le téléphone et la radio, se font radiographier et, en face du chirurgien, fuient la souffrance dans l'anesthésie.

Mais utiliser tous les jours les conquêtes de la science sans collaborer à son développement; jouir du progrès sans fournir sa part des institutions et des hommes, instruments de ces progrès, n'est-ce pas là l'attitude des peuples esclaves d'autrefois, des peuples inférieurs d'aujourd'hui?

Il nous faut bien l'avouer, nous autres, Canadiens français, ne collaborons guère, comme peuple, au grand mouvement scientifique moderne. Ceux que nous appelons nos hommes de science ne le sont que bien rarement sur le plan international. Nous appliquons des théorèmes à l'atelier et des recettes chimiques à l'usine, mais nous sommes plus étrangers à la genèse de ces découvertes que les Paléolithiques et les Peaux-Rouges. Car les Paléolithiques avaient inventé le feu et la taille du silex, étapes géantes en somme sur le chemin de la civilisation. Et ces Peaux-Rouges, que nous avons accoutumé de placer au bas de l'échelle humaine, n'avaient-ils pas créé, dans l'environnement du bouleau et de l'épinette, une « culture » qui était une merveille d'ingéniosité et d'adaptation?

LA SCIENCE ET LA PENSÉE NATIONALE

Est-il besoin de dire, ou de redire, quelles oeillères cette carence dans un domaine aussi essentiel impose à notre pensée nationale?

Je n'ai ici, on le pense bien, ni le temps, ni le désir de faire la synthèse, si une telle synthèse est possible, de notre pensée nationale.

Nous sommes un peuple formé surtout de paysans dont la philosophie naturelle, toujours solide et souvent nuancée, reste une permanente ressource, une réserve de matières premières sur laquelle il nous faudra toujours tirer. Notre classe bourgeoise est tâcheronne comme la classe paysanne, et son domaine de pensée est également circonscrit au quotidien et au concret. Notre élite intellectuelle est formée d'éléments retranchés dans des champs clos : milieux dits professionnels; milieux politiques; milieux ecclésiastiques; petits cénacles; grandes associations ou clubs, dont le nombre des membres est en raison directe de l'imprécision des buts, et qui semblent une persistance lointaine de l'instinct grégaire de la horde. Nous ne possédons guère encore ce que l'on pourrait appeler une pensée totalitaire, ou au moins suffisamment définie, exprimant les divers éléments d'une vie nationale : race, religion, culture.

Nous avons, il est vrai, une certaine conception plus instinctive que raisonnée de la race, car les Canadiens français, issus d'un petit nombre de familles, forment une vaste tribu homogène. Nous avons d'autre part l'immense avantage d'avoir hérité de la plus haute forme de pensée religieuse qui soit dans le monde, la pensée catholique. Nous jouissons encore de cet autre immense avantage de l'unité religieuse, symbolisée et affirmée par les milliers de clochers qui s'élèvent, à intervalles réguliers, de la plaine, de la forêt et de la montagne.

Mais il ne suffit pas d'être de même sang, et de prier le même Dieu, pour que l'on puisse nous attribuer une pensée nationale. Il y faut l'aliment d'une littérature propre, d'un art distinctif. Il faut une ambiance de recherche et de création scientifiques. On nous dit parfois qu'il faut penser nationalement. Entendons-nous! Il faut d'abord penser humainement en communiquant pleinement à l'universel. Ce n'est qu'ensuite que le national pourra venir particulariser et nuancer notre pensée.

Je laisse à d'autres la tâche de mesurer, dans la formation de la pensée nationale, le rôle de ce que nous avons de littérature canadienne et d'art canadien. Mais je maintiens que les déficiences de notre culture viennent surtout de notre carence dans le domaine scientifique. Dans un article intitulé « La Science et nous », publié il y a douze ans, je définissais certaines attitudes qui sont à la base de la situation : manque de repères pour juger de la profondeur de notre insuffisance scientifique, exaltation de la vulgarisation aux dépens de la science véritable, méconnaissance de la valeur de la science, peur de la science, mépris pratique de la science.

Rendons justice à qui justice est due. Depuis le temps où j'écrivais ces choses qui parurent très dures à l'époque, un grand progrès a été opéré. Sauf de rares exceptions, on ne méprise plus la science et le savant, et dans les milieux où régnait la peur de la science, cette peur n'ose plus guère s'exprimer. L'Association canadienne-française pour l'Avancement des Sciences n'est pas étrangère à ces très importants résultats. Saluons-la!

LA SCIENCE ET LE GOUVERNEMENT

La vie nationale est en quelque sorte informée par cette institution que l'on désigne un peu vaguement sous le nom de gouvernement.

Il est une conception toute théorique qui envisage la société comme un organisme analogue aux vivants inférieurs, et qui, comme tous les organismes, est le jouet du *struggle for life*. Dans cette hypothèse d'allure biologique, le gouvernement devient la somme totale des réponses, des réactions, des tropismes, déterminés par la fatalité des lois physiques; l'intelligence n'y parvient guère, tout compte fait.

Si l'on se dégage de cette conception par trop déterministe, et si l'on attribue à un facteur libre, l'intelligence, une part dans la conduite des sociétés humaines, on doit se demander quel est le rôle de la science, de la connaissance organisée, dans la technique du gouvernement de la nation.

Les grands rois d'autrefois protégeaient les savants au même titre que les artistes et les bouffons. Il y a un siècle ou deux, bien peu de points tangentiels existaient encore entre la science et la politique. *Lavoisier* ne fut-il pas envoyé à la guillotine par une république qui disait n'avoir pas besoin de savants?

Mais les temps ont changé. La science — il s'agit surtout des sciences physiques et naturelles, — a maintenant une importance sociale de première grandeur. Son influence est devenue avec le temps plus puissante et plus directe. Les

besoins de l'homme ont augmenté en variété et en volume. Pour les satisfaire, on s'adresse à l'homme de science d'un côté, et de l'autre au sociologue et au politique. Le malaise mondial actuel est, pour une part, l'expression d'un besoin de rajustement surgissant de l'effet trop rapide de la découverte scientifique sur la structure économique, politique et sociale.

Tout gouvernement doit utiliser les conquêtes de la science pour les intérêts de la communauté. Qu'il s'agisse des problèmes de l'alimentation et de la santé publiques, qui touchent aux domaines les plus secrets et les plus complexes de la biologie; qu'il s'agisse de l'efficacité et de la coordination des échanges commerciaux et des moyens de transport qui établissent les contacts entre les citoyens, ou qu'il s'agisse enfin de l'organisation des loisirs ou de la protection de la société, c'est surtout à la science que l'on demande aujourd'hui des solutions.

Mais ce n'est encore là que l'aspect le plus élémentaire de la question. Il y en a un autre qui consiste dans l'intégration à l'art du gouvernement des méthodes scientifiques de penser. Les officiers administratifs sont souvent choisis en raison de considérations où la science n'a qu'une importance secondaire. D'ailleurs, même quand ces administrateurs sont capables d'analyser les questions scientifiques, ils n'en ont généralement pas le temps.

Aussi tous les gouvernements modernes ont-ils senti la nécessité des comités d'aviseurs scientifiques. Ces aviseurs étudient au mérite les questions et les techniques, laissant aux administrateurs le soin de les appliquer et de tenir compte des contingences sociales et politiques.

L'entrée du gouvernement de la province de Québec dans cette voie nouvelle a déjà produit des fruits appréciables. L'enquête économique qui se poursuit sans bruit en intégrant certaines enquêtes scientifiques essentielles, pose des bases rationnelles sur lesquelles l'avenir construira. Certaines réalisations, comme le Jardin zoologique de Québec, le Laboratoire de Biologie du Parc national des Laurentides, le Jardin botanique de Montréal, la Station biologique de Trois-Pistoles, certains rajeunissements industriels et agricoles, sont les résultats d'une opportune rupture avec la stérilisante tradition du « politique toujours et partout », et de la destruction des cloisons étanches entre la science, l'administration et la politique.

Je crois donc que, en dehors de tout souci de partisanerie politique, l'ACFAS peut et doit féliciter le gouvernement de la province de Québec de certaines importantes nominations, courageuses parce que non politiques, et de certaines créations, courageuses aussi parce qu'elles rétrécissent singulièrement, sur des points stratégiques, le domaine du patronage politique. Je fais allusion ici, entre autres, à la Chambre agricole, à l'Office des Recherches scientifiques et à l'Office des Recherches économiques, à la confiance accordée à l'Acfas pour l'organisation de divers comités et jurys.

LA SCIENCE ET LES ASSISES ÉCONOMIQUES DE LA NATION

La vie nationale — la vie nationale d'un peuple donné — doit reposer sur de solides assises économiques, qui ne peuvent être établies sans la solution des problèmes multiples renaissant sans cesse avec des données modifiées. Or nos problèmes économiques, et les problèmes économiques en général sont avant tout des problèmes scientifiques, et même les problèmes qui semblent échapper à cette dépendance, peuvent tout à coup être transformés par un mouvement, un résultat de hasard de la recherche scientifique.

Michel Faraday, paisible philosophe, ami des expériences au coin du feu, joue avec des aimants et découvre l'électromagnétisme. Sans le savoir, et sans le vouloir, il a changé la face du globe et en a bouleversé l'économie. Otez du monde les générateurs électriques, l'éclairage électrique, le téléphone et le télégraphe, la transmission radiophonique, et mesurez les conséquences d'une seule découverte scientifique à laquelle son auteur lui-même n'attachait pas grande importance.

Au premier rang des problèmes économiques qui demandent leur solution à la science se placent ceux qui ont trait à l'agriculture.

Il faut d'abord bien nous mettre dans l'esprit une vérité de sens commun. Le Canada français n'est pas une entité abstraite, une unité standard et interchangeable dans la marqueterie du globe. C'est au contraire un milieu biologique concret et défini, dont nous devons connaître à fond les éléments et leurs relations, pour pouvoir y installer en connaissance de cause une agriculture viable.

Une vaste portion de notre domaine national repose sur le socle laurentidien, sur la roche archéenne, et sur les sols acides qui en dérivent. Ces sols acides, sablonneux ou tourbeux, rocheux ou humides, sont hostiles aux plantes-vedettes de l'agriculture traditionnelle. L'agriculture tempérée a été inventée par les enfants de l'Euphrate et les

Nilotiques, les uns et les autres vivants dans des milieux généralement calcaires ou argilo-calcaires; aussi la plupart des céréales qui nous viennent de cette source sont-elles à préférence calcicoles. Si le monde tempéré tout entier cultive le blé, c'est tout simplement parce que les Néolithiques qui inventèrent l'agriculture s'emparèrent d'une graminée calcicole de leur milieu particulier, le *Triticum dicoccum*, dont le type sauvage a été retrouvé dans le Proche-Orient.

Les terres acides ne sont pas pauvres en végétation, bien au contraire! Tous les botanistes les recherchent à cause de la variété et de la richesse de leur couverture végétale. Quel jardin que nos tourbières avec leurs Éricacées et leurs Orchidées! et quel jardin aussi que la région sablonneuse du lac Saint-Pierre!

Le grand problème de notre agriculture est celui de l'utilisation des terres acides, de la recherche de plantes silicicoles de grande valeur alimentaire ou industrielle. L'on commence à cultiver le céleri et la laitue dans les terres noires autour de Montréal. L'offensive contre les sables au moyen de la culture du tabac jaune, est commencée avec succès, nous dit-on. Mais le problème d'ensemble n'a jamais été, je pense, abordé ou formulé, encore moins résolu. C'est pour l'avoir entièrement ignoré, ce problème, que le curé Labelle a commis cette épique folie de la colonisation agricole du nord de Montréal. C'est pour l'avoir ignoré aussi que l'on a aveuglément déboisé, pour d'impossibles cultures, certaines parties du bassin inférieur du Saint-Maurice.

Or, l'avenir agricole du Canada français, si l'on tient vraiment à ce qu'il y ait un tel avenir, est suspendu à ce problème. Il faut nous débarrasser dans une certaine mesure de la routine eurasiatique des céréales calcicoles, du mythe du blé, unique base possible de l'alimentation humaine, et il faut que la recherche scientifique nous donne, ou des aliments nouveaux, ou des plantes industrielles tirées du sable, de la terre noire et du granit; des produits que nous pourrions obtenir mieux, et en plus grande quantité, que partout ailleurs! À moins que, tout simplement, tournant le dos à l'agriculture, nous appliquions toutes nos forces à l'organisation d'une industrie forestière intelligemment aménagée et régie. Mais c'est sans doute trop demander à la génération qui a créé la formidable industrie de la pulpe, qui a bâti les usines géantes dont l'ombre ici s'étend sur nous, usines qui vont aspirer et dévorer la chair de nos arbres, jusqu'au dernier.

Je sais bien que cette façon haut-la-main d'un profane de traiter le problème agricole peut paraître utopique ou ébouriffante, mais je vous prie de vous rappeler les histoires invraisemblables mais vraies du thé pour la Chine, du café pour le Brésil, du sucre pour Saint-Domingue, du caoutchouc pour la Malaisie et du coton pour les États-Unis.

Et notre problème minier? C'est avant tout un problème géologique. Une meilleure connaissance de la géologie du pays n'aurait pas permis cette longue période morte entre la découverte de l'argent du lac Témiscamingue sous la domination française, et l'ouverture du richissime champ minier de Cobalt. J'ai raconté ailleurs cette singulière histoire. Tout un peuple de bûcherons, trimant pendant un siècle pour tirer une maigre subsistance de l'abattage d'arbres dont les racines plongeaient là, à quelques pouces, dans un riche minerai d'argent! Et nos voyageurs, nos trappeurs, les employés de la Compagnie de la Baie d'Hudson, suant sous la bricole, et polissant de leurs mocassins, durant trois siècles, des veines d'or pur dans les quartz des sentiers de portage! Si nous avions eu une géologie il y a un demi-siècle, si nous avions « frappé » à temps l'or en Abitibi, nous n'aurions pas eu la saignée mortelle de l'émigration aux États-Unis; nous serions un peuple de cinq millions; nous aurions l'arme du nombre, notre vie nationale serait tout autre, et le Canada total serait encore notre pays.

Et que dire de notre problème industriel? La grande industrie est entre des mains étrangères, faute de capital, dit-on. La petite industrie est routinière, ou inexistante.

C'est la science qui doit éclairer, organiser et soutenir la petite industrie, en lui indiquant les sources, et en perfectionnant ses méthodes. Pour reconquérir la grande industrie, à ce moment de l'histoire où le capitalisme meurt intoxiqué par ses propres excès, il faut et il suffit qu'une élite d'hommes de science canadiens-français s'avère capable de faire face aux problèmes de l'industrie, qui sont avant tout des problèmes scientifiques, et seulement ensuite des problèmes d'organisation économique et des problèmes sociaux. Le jour où nous aurons cette élite scientifique, la reconquête par le paisible envahissement de la place ne sera qu'un jeu d'enfant.

L'ACCESSION À UNE VIE NATIONALE INTENSE PAR L'ÉDUCATION SCIENTIFIQUE

Si la science a vraiment cette importance dans l'édification des assises spirituelles et matérielles de la vie nationale, comment y accéder? Ici encore, comme toujours, on trouve, devant soi dressé, l'éternel problème de l'éducation.

Le clergé canadien-français — et ses ennemis même ne peuvent pas ne pas l'admettre, — a plusieurs fois déjà sauvé notre petit peuple aventuré si loin de sa base ethnique et culturelle. Il a accompli ce difficile sauvetage en lui

gardant sa langue et sa foi, langue et foi qui lui découpait une personnalité propre dans l'étoffe bigarrée du milieu colonial nord-américain. Je sais bien que cette formule est trop simple et que l'histoire impartiale en doit nuancer l'expression. Mais le fait principal ne peut, je pense, être sérieusement nié.

Il est indubitable aussi que les méthodes d'isolement mises en oeuvre pour obtenir ce résultat étaient celles qu'imposaient et que favorisaient les temps et les lieux. Pour une classe sociale, franchir le *no man's land* signifiait la disparition et l'absorption. Le sort de presque toute la noblesse terrienne le démontre assez éloquemment. Ces méthodes furent d'ailleurs employées d'instinct plutôt que par choix raisonné. Formés en carré dans la Vallée, nous avons fermé nos frontières spirituelles le temps qu'il fallait pour parcourir les étapes embryonnaires de notre développement ethnique. C'était une gestation qui, comme toutes les gestations, demandait l'occlusion et le silence. Résultat? Il y a maintenant dans la vallée du Saint-Laurent un petit peuple homogène, français et catholique, qui possède un pied-à-terre géographique bien à lui, qui a son organisation, plus ou moins parfaite et un peu archaïque peut-être, mais complète. Cela, c'est un fait, mais c'est le passé.

Réfléchissons un moment. Il n'y a plus de Pyrénées. Qui peut l'ignorer? On ne peut plus élever de remparts efficaces autour des cités et des nations. On ne peut empêcher les intercommunications, les échanges journaliers d'idées entre les peuples. De lignes Maginot et Siegfried il ne peut y en avoir pour les esprits.

Qu'est-ce à dire? Ceci. Que les moyens par lesquels notre clergé sincère et têtue nous a sauvé comme peuple au cours de notre histoire, non seulement sont périmés, mais qu'ils ont acquis, dans un monde renouvelé, une efficacité particulière pour nous perdre et nous détruire. Ici, je voudrais bien que l'on comprît exactement le sens de ma pensée. Notre technique de survie a été la bonne durant deux siècles. Ceux qui l'ont appliquée avaient infiniment raison, et ils ont fait de nous, durant cette période, le peuple paysan le plus heureux de la terre! Ce n'est pas là mince mérite! Mais ils avaient raison comme avaient raison ceux qui construisirent nos vieilles fortifications. Pour un temps seulement. Seraient insensés aujourd'hui ceux qui voudraient répéter les fortifications à la *Vauban*. Seraient également insensés ceux qui voudraient obstinément isoler spirituellement notre petit peuple dans le monde moderne.

La résistance passive ne suffit plus. Aucun peuple ne peut aujourd'hui subsister s'il n'apporte sa part à l'édifice du progrès intellectuel, moral et matériel, s'il n'est en état de rayonner autour de lui. Ce dynamisme, cette activité centrifuge est, au fond, sa seule défense véritable. Un raisonnable rayonnement scientifique à l'extérieur de nos frontières n'est pas un luxe, mais une question de vie ou de mort.

Il est peut-être temps que nous ouvrons les yeux à cette réalité. Notre état social actuel ne peut durer. Nous allons changer ou disparaître. Ce ne sont pas nos multiples petites sociétés qui tournent toujours autour des questions et des situations, ce ne sont pas nos sempiternelles parloches qui nous sauveront. J'ai entendu d'honnêtes idéalistes exprimer l'idée que le vide scientifique dont je parle sera comblé par des mouvements tels que le scoutisme, les cercles des jeunes naturalistes, et autres organisations semblables.

Ce n'est pas moi, vous le pensez, qui voudrais sous-estimer le renouveau que peuvent créer dans le domaine culturel, ces légions de jeunesse dont nous sommes si fiers. Oui! disons-leur qu'ils sont les sauveurs de la patrie! Cela leur donnera du cœur au ventre. Mais quand les enfants seront couchés, nous, les vieux, regardons-nous dans les yeux et parlons franchement.

Nous ne sortirons pas de l'impasse par des expédients, mais par un mouvement profond et silencieux qui ira toucher les choses à leur base, c'est-à-dire dans le domaine même de l'éducation.

À ce point, le président de l'Acfas, ayant choisi comme sujet : *La science et notre vie nationale*, doit avoir le courage de remplir son devoir. Il s'est séparé de mouvements très nobles et d'amis très chers, parce que ces derniers, bien que pensant comme lui, refusaient de toucher à l'éducation. Humble soldat lui-même dans l'armée des éducateurs, votre serviteur a le privilège de battre sa coulpe sur sa propre poitrine comme sur celle des autres. Il regrette que ce soit à un homme de son humble robe qu'incombe ce rôle. Mais si le frère Marie-Victorin, comme tel, serait outrecuidant de l'assumer, le président de l'Acfas doit parler, au nom du petit groupe d'hommes qui, au travers de grandes difficultés, ont entrepris de créer la science canadienne-française. Ce devoir qui m'incombe ce soir est de m'adresser au corps qui préside depuis toujours aux destinées de l'éducation en ce pays.

L'épiscopat occupe chez nous une situation tout à fait spéciale. En dehors de sa mission surnaturelle, il est incontestablement le corps le plus permanent, le plus représentatif, le plus éminemment respectable et respecté, et le plus ardemment patriote.

Durant de longues années encore — ne le regrettons pas trop — notre peuple n'entendra que cette voix. Les gouvernements eux-mêmes savent fort bien qu'aucune réforme dans les domaines les plus importants ne peut être réalisée si elle n'est épaulée, ou du moins acceptée, par l'épiscopat.

Notre éveil à la vie scientifique, cet éveil qui par lui-même et par ses répercussions sur d'autres plans peut seul nous donner rang parmi les peuples, demande une collaboration de tous les instants entre ceux qui instruisent et ceux qui gouvernent.

J'ai à l'esprit en ce moment la douloureuse situation de nos universités. Le peuple ne la comprend pas, parce qu'il ne sait pas. Notre classe instruite comprend mal, parce qu'emprisonnée dans une conception archaïque du rôle des universités, et par suite aussi d'un contact insuffisant avec la science en marche.

Dans une démocratie où l'on vote sans cesse, les gouvernants doivent sans cesse avoir l'oreille appliquée sur la poitrine de l'électeur. Dans ces conditions on conçoit fort bien que les grands coups de gouvernail doivent venir d'ailleurs, de plus haut.

Connaissant mieux que personne l'unité de la science et de la foi sur les sommets de l'esprit, croyant pleinement à la puissance conquérante de la culture catholique et française, notre épiscopat est seul assez puissant pour jeter bas le mur de Chine qui ne défend plus rien, et pour susciter directement, ou par l'intermédiaire de l'État, les institutions capables de porter jusqu'au point de rayonnement l'inappréciable culture dont il est d'ailleurs le très éminent représentant.

Des évolutions semblables se sont faites en d'autres pays, en Belgique, par exemple, et dans un admirable esprit. Qui ne connaît le cas de la rénovation de Louvain? J'ai encore à la mémoire cette parole que prononçait le cardinal *Van Roey*, archevêque de Malines, en 1927, au cinquième centenaire de la vieille Université : « Elle a servi la science, avec désintéressement, sans arrière-pensée, par amour de la science, laquelle vaut d'être aimée et honorée, parce qu'elle est le reflet de l'Absolu ». C'était confirmer les directions que donnait le grand cardinal *Mercier*, aux professeurs et élèves : « Il faut, disait-il, cultiver la science pour elle-même, sans y chercher directement aucun intérêt d'apologétique ». Il me semble que cette attitude désintéressée de l'épiscopat catholique est digne d'admiration et peut donner satisfaction aux plus exigeants.

Je ne crains donc pas de le dire, parce que j'en suis profondément convaincu, il n'y aura une science catholique et canadienne-française, il n'y aura un enseignement supérieur digne de ce nom, que le jour où notre épiscopat, non content de l'encouragement qu'il leur a toujours donné, en fera son oeuvre, appliquant à cette tâche l'énorme force intellectuelle et morale dont il est le dépositaire. Il y réalisera sans doute les merveilles qu'il a opérées dans d'autres domaines : celui des moeurs, celui de la charité et celui de la paix sociale. Ce jour-là sera le jour de la seconde naissance de nos universités, et ce sera aussi le jour du salut de la patrie!

